

## Tout changer !

- Il faut inverser le cours des choses : imposer une augmentation mensuelle des salaires et des retraits de 300 euros nets avec le SMIC à 1500 euros nets, mettre un terme à la dégradation des conditions de travail et aux discriminations professionnelles entre hommes et femmes, garantir la retraite à 60 ans à taux plein avec 37.5 années de cotisation.
- Il faut interdire les licenciements, réduire le temps de travail sans diminution de salaire grâce à une politique de plein emploi.
- Il faut imposer la gratuité des transports publics en faisant payer les employeurs. Le transport gratuit est un droit social et l'un des moyens de réduction des émissions de CO2.
- Il faut taxer les patrons, séquestrer les profits, récupérer les subventions pour financer les services publics. L'économie doit être sous le contrôle des travailleuses, des travailleurs et de l'ensemble de la population.

## Rien lâcher !

- Nous combattons la xénophobie, le racisme et l'antisémitisme. Nous militons pour la régularisation de tous les sans-papiers et pour le droit de vote des étrangers. Nous sommes pour l'égalité absolue des droits. Nous sommes fondamentalement internationalistes et du côté des peuples comme ceux d'Irak, de Palestine ou d'Afghanistan.
- Nous voulons maintenir et renforcer les services publics et en créer de nouveaux : un service public d'aide aux personnes âgées, un service public gratuit de la petite enfance qui soit au service des parents et adapté aux besoins des enfants.
- Nous voulons faire vivre une véritable opposition qui ne lâche rien et défende les classes populaires, des jeunes aux retraités. Cette opposition est indépendante du PS et de ses alliés qui ont renoncé à mettre en cause le pouvoir capitaliste et à transformer réellement la société.
- Nous savons qu'un bulletin de vote ne suffira pas à imposer ce programme d'urgence. Il faudra une vaste lutte pour faire aboutir ces exigences. Mais dans ces élections, c'est en votant pour les candidats du NPA et pour une société débarrassée du capitalisme que nous pourrons faire entendre notre colère.

## Taxons les patrons !

En 2009, l'Alsace a enregistré un taux record de progression du chômage avec plus de 23% d'augmentation. Les raisons ? Des licenciements massifs dus aux délocalisations et aux faillites des PME (+62%) qui subissent les restructurations des grandes entreprises, gel des embauches, contrats précaires, destruction des services publics et non remplacement d'un fonctionnaire sur deux... Tout ça pour qu'une poignée d'exploiteurs et de spéculateurs puissent sauvegarder ou accroître leurs profits !

Le Conseil régional d'Alsace apporte sa contribution à la politique du patronat et du gouvernement avec « 11 mesures pour l'emploi » en versant 10 millions d'euros au patronat alsacien qui a déjà licencié 30000 salariés (PSA Mulhouse, General Motors Strasbourg, Delphi, Vimetal, De Dietrich, Sotralentz, etc.) Ajoutons à cela une dégradation constante des conditions de travail avec des augmentations de cadence, des heures supplémentaires imposées, des objectifs et des rendements inatteignables qui font progresser le stress au travail, etc.

Et pour persévérer dans cette logique, le gouvernement annonce déjà ses prochaines attaques contre les retraites. Leur objectif est de nous faire travailler toujours plus, plus vite et plus longtemps.

Contre ce système capitaliste, injuste et inégalitaire, il est urgent d'imposer des mesures qui répondent aux besoins de l'ensemble de la population. Nous militons pour :

- L'interdiction des licenciements,
- Un SMIC à 1500 euros nets,
- Une augmentation des salaires de 300 euros nets,
- Une réduction du temps de travail afin que toutes et tous aient un emploi.

Pour mettre en place ces mesures il faut taxer les patrons, séquestrer les profits, récupérer les subventions délivrées par les régions aux entreprises afin de financer les services publics.

Des élus NPA, en totale indépendance du PS et de ses alliés :

- Refuseront de voter les subventions aux entreprises,
- Se battront pour que les régions portent plainte pour détournement de fonds publics contre les entreprises qui ont reçus des subventions mais qui délocalisent et licencient quand même.



liste soutenue par  
**Olivier BESANCENOT**



**NPA**  
NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

**TOUT CHANGER,  
RIEN LÂCHER !**

**Elections régionales des 14 et 21 mars 2010**

[npa67@free.fr](mailto:npa67@free.fr)

<http://npa-regionales2010.org/alsace>



**Yvan ZIMMERMANN**

38 ans, ouvrier de l'automobile,  
Tête de liste NPA Alsace



**Marcel WOLFF**

63 ans, retraité de la métallurgie, syndicaliste  
Tête de liste NPA Bas-Rhin

Le bilan de la droite est lourd :

- Privatisation de la Poste, système de santé remis en cause, destruction programmée de l'Education nationale (de la maternelle au lycée), mise en concurrence des universités ;
- Politiques d'attaques contre les droits des femmes (droit à l'IVG...).
- Politique raciste d'expulsion et de stigmatisation des personnes issues de l'immigration, violences policières et dérives autoritaires.

Et tout ça alors que la RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques) détruit les services publics.

Face à la politique de la droite, la gauche traditionnelle a renoncé et s'est ralliée au libéralisme. Depuis 2004, la plupart des régions est gérée par le Parti Socialiste, le PCF et les Verts. Ils prétendaient en faire des boucliers sociaux pour résister à la droite. Au contraire, ils ont largement distribué des subventions aux entreprises privées alors que celles-ci licenciaient des travailleurs et fermaient des sites...

Le pouvoir, au niveau national, régional et local, avance parce qu'il n'y a pas d'opposition capable de lui infliger des défaites. Voilà pourquoi il peut annoncer encore de nouvelles attaques antisociales en particulier contre le droit à la retraite.

Cette course au profit se double d'une crise écologique sans précédent. Nous défendons l'adéquation entre besoins sociaux et écologie, sans les opposer ni les brader.

**INTERDICTION DES LICENCIEMENTS  
TRANSPORTS GRATUITS ET PUBLICS  
UN LOGEMENT POUR TOUS**

Les élections régionales interviennent alors que le gouvernement et le patronat nous font payer la crise dont ils sont seuls responsables. Un PDG du CAC 40 gagne 350 fois plus qu'un salarié au SMIC tandis que la pauvreté touche 8 millions de personnes et près d'un jeune sur deux.

L'argent que l'on disait introuvable s'est mis à couler à flot pour les actionnaires, les spéculateurs et les banquiers.

La loi du profit a déclenché cette catastrophe sociale. Et c'est à la population de se serrer la ceinture pour sauver les capitalistes qui continuent à s'enrichir sur notre dos.

On nous explique que le capitalisme est notre seul avenir. Nous pensons qu'il est urgent de construire une société débarrassée de l'exploitation et de l'oppression.

**MEETINGS**

**MULHOUSE : lundi 8 Mars - 20h**

Centre socioculturel PAX, 99 rue Pierre Brossolette - Bourtzwiller  
avec Olivier Besancenot, Yvan Zimmermann, Aurélie Vani, Marcel Wolff

**STRASBOURG : mercredi 10 Mars - 20h**

Maison des Syndicats, 1 rue Sédillot  
avec Alain Krivine, Yvan Zimmermann, Aurélie Vani, Marcel Wolff

## Education

L'éducation, de la maternelle aux universités, est directement concernée par la destruction des services publics : suppression de 16000 postes en 2009 dont plusieurs centaines en Alsace, recours aux emplois précaires, mise en concurrence des universités, fin des diplômes nationaux, inégalité des financements des lycées, et, sous couvert de nouvelles « réformes », casse annoncée et amorcée des lycées et de la formation des professeurs...

Il s'agit pour le gouvernement de créer une école libérale, soumise aux intérêts financiers, à la rentabilité et aux lois du marché. **Le capitalisme se moque de la qualité de l'enseignement, de la possibilité d'un accès égalitaire à l'éducation et au savoir, des conditions de travail des personnels enseignants, techniques et administratifs.**

Des élus NPA au conseil régional exigeront :

- Que les fonds publics aillent à l'enseignement public par le refus de toutes subventions aux écoles privées,
- Que le financement du service public de l'éducation soit à 100% public et à hauteur de ses besoins réels,
- La construction de lycées à taille humaine, mieux repartis sur l'ensemble du territoire afin de limiter les transports d'élèves,
- La gratuité des manuels scolaires,
- La mise en place d'une politique de sauvegarde et de développement des langues dites « minoritaires » et, à ce titre, dans le cadre de l'éducation publique, la présence de l'enseignement de l'alsacien sous ses deux formes (Hochdeutsch et El-saesserditsch) avec les postes nécessaires à cet enseignement.

## Urgence sociale, urgence écologique !

L'Alsace peut jouer un rôle pionnier et répondre régionalement aux impératifs globaux de réduction de la consommation d'énergie (-30% d'ici 2020 par rapport à 1990) et des émissions des gaz à effet de serre (-40% d'ici 2020 par rapport à 1990), **tout en défendant l'adéquation entre besoin sociaux et écologie.**

Les élus du NPA s'engageront pour :

- Organiser un plan d'urgence énergétique régional visant à réduire la consommation d'énergie globale de l'Alsace, à augmenter l'efficacité énergétique et la part des énergies renouvelables dans la production totale,
- Organiser des programmes publics et transfrontaliers de développement des énergies renouvelables, renforcer les plans climats, et réduire et valoriser les déchets,
- Encourager régionalement la sobriété énergétique : renforcer l'éducation à l'environnement, lutter contre les gaspillages d'énergie tout en garantissant à tous l'accès aux usages essentiels,
- Faire pression sur les entreprises qui ne respectent pas les critères environnementaux et sociaux obligatoires,
- Convertir la centrale nucléaire de Fessenheim en laboratoire de démantèlement et reconverter, sans licenciement, les emplois,
- Développer des transports de marchandises alternatifs à la route, comme le fret – feroutage et la voie d'eau, s'opposer au transport routier longue distance et aux nouvelles infrastructures routières, tels que le Grand Contournement Ouest,
- Endiguer l'étalement urbain et protéger les terres agricoles et les espaces naturels (protection du milieu vosgien, des zones humides et des prairies sèches, opposition au projet de golf de la Sommerau, reconnexion des bras du Rhin),
- Défendre une agriculture agro-écologique, sans OGM, limitant les produits industriels et pétroliers, adaptée aux besoins de la population et s'appuyant sur les circuits-courts. Limiter la concentration des terres et les redistribuer pour permettre l'installation massive d'agriculteurs. Contrôler les prix et les marges, pour garantir une juste rémunération des producteurs.



## Des transports gratuits et publics !

L'organisation du transport en commun des personnes et des marchandises est une urgence sociale et écologique: le budget transport représente le 2ème poste des dépenses des français, soit jusqu'à 20% d'un salaire au SMIC. Cependant, les TER et les transports collectifs alsaciens ont actuellement des capacités limitées à moins de 15% des usagers.

Changer de comportement individuel est possible sous deux conditions :

- Changer l'organisation du travail basée sur la flexibilité,
- Offrir des alternatives réelles et accessibles à tous.

C'est pourquoi nous proposons de :

- Nous opposer à la politique régionale de privatisation et de fermeture de lignes du réseau de transport public (par exemples la ligne entre Pfaffenhoffen et Haguenau),
- Développer massivement des transports en commun gratuits et publics, de proximité et de qualité, pour faire reculer l'usage imposé de la voiture individuelle,
- Promouvoir un aménagement sur tout le territoire pour rapprocher les habitations des lieux de travail et remettre en cause la flexibilité du travail qui contraint les travailleurs à utiliser leur voiture.

C'est possible et financièrement supportable ! Le coût de la gratuité peut être abondé en réduisant le budget affecté à l'automobile, la collectivité finançant l'entretien des rues, routes et autoroutes ; **les entreprises doivent prendre en charge la totalité du financement des déplacements vers le lieu de travail.**

## Un logement pour tous !

Après le paiement du loyer, de l'électricité, du téléphone, le budget des jeunes, des retraités et des familles est épuisé. Dans les HLM, de plus en plus de locataires sont expulsés car ils n'ont plus les moyens de faire face aux dépenses de logement. A la CDAPL du Bas Rhin (Commission Départementale de l'Aide Personnalise au Logement) 8500 dossiers sont en instance pour des personnes en retard de paiement de loyer.

Le 15 mars verra à nouveau les propriétaires autorisés à expulser les locataires en retard de paiement, et la loi DALO n'y changera rien.

**Le logement : une autre urgence sociale et une exigence écologique fondamentale !**

Le manque de construction de logement sociaux, le désengagement de l'état (-30% du budget destiné à la construction de logements sociaux), la loi Boutin, (qui organise la précarisation des locataires HLM, la ghettoisation des quartiers, le transfert de nouvelles charges des bailleurs vers les locataires) est inacceptable !

Il faut donc imposer un plan de réhabilitation, d'aménagement et de construction de logements à basse consommation d'énergie, en exigeant le droit au logement et la réquisition des logements vides.



## Contre le racisme !

L'Alsace est riche de son immigration. Elle est, en effet, la deuxième région d'immigration de France. Les rencontres, le métissage nous enrichissent. Ils sont une force et une chance qu'il faut développer et favoriser.

Mais les richesses que produisent et procurent les populations immigrées ne sont pas que culturelles. Elles sont aussi économiques. Le patronat le sait, lui qui exploite les immigrés, les fait travailler clandestinement et joue du chantage et de la peur. Car la politique de chasse à l'homme (jusque dans les écoles !) du gouvernement crée un climat de terreur dans ce pays. Des marchands de sommeil en profitent pour louer des taudis. Les rafles et les expulsions se succèdent. Le capitalisme a intérêt à cela : il bénéficie alors d'une main-d'œuvre sous-payée, silencieuse, corvéable.

Pour faire oublier la crise dont il est le seul responsable, le pouvoir a désigné les immigrés comme bouc émissaires, créé un ministère spécialement pour « s'occuper » d'eux et encourager le racisme avec son débat sur « l'identité nationale ».

Ce climat détestable ne peut qu'inciter les groupes d'extrême droite à se manifester à leur tour : profanations de cimetières juifs et musulmans, agressions de familles Rom...

**Nous militons pour la régularisation de tous les sans-papiers, la fermeture des centres de rétention comme celui de Geispolsheim, la suppression du ministère de l'identité nationale et le droit de vote et d'éligibilité pour les étrangers à toutes les élections.**

Des élus NPA défendront :

- La liberté de circulation, de séjour et d'installation,
- Le respect du droit d'asile, le déblocage de moyens nécessaires pour la vie des réfugiés et l'arrêt des poursuites contre les militants qui viennent en aide aux personnes immigrées.

## Sortir la jeunesse de la précarité !

Le taux de chômage des 18-25 ans a atteint les 23,5 % en 2008, depuis, il a augmenté de 2,1 points (7 fois plus que les autres catégories de salariés) ; en Alsace il a augmenté de 22%.

**Les jeunes sont parmi les premiers à subir les effets du capitalisme et de sa crise :**

- 420000 jeunes chômeurs de moins de 25 ans se retrouvent sans aucun minima social,
- Seuls 38 % des jeunes diplômés en 2008 ont trouvé un emploi,
- Plusieurs dizaines de milliers d'étudiants sont dans une situation de pauvreté grave.

Contre le chômage, la précarité et l'extrême pauvreté qui touchent aujourd'hui les jeunes, le NPA milite pour une allocation d'autonomie pour tous les jeunes, pour que tous les travailleurs y compris les apprentis et les stagiaires soient au minimum payés au SMIC à 1500 euros nets.

La famille reste un lieu d'oppression pour beaucoup de jeunes quant à l'affirmation de leur orientation sexuelle ou de leur genre. Cela les contraint à l'enfermement, l'invisibilité ainsi qu'à la précarité. Ainsi nous réclamons le développement d'appartements d'accueil pris en charge par la région pour permettre à des jeunes en rupture de trouver un point de chute temporaire.

## Egalité de droits !

Face à l'ordre moral et à la régression des droits, nous défendons des campagnes :

- De sensibilisation sur la contraception, l'avortement, la sexualité,
- De prévention non moralistes sur le VIH-sida et de mise à disposition de préservatifs,
- De lutte contre les discriminations sexistes, homophobes et transphobes.

Il est nécessaire que ces campagnes soient menées en lien avec les associations féministes et/ou LGBTI (Lesbienne, Gay, Bi, Trans et Intersexe) dont le financement doit, par ailleurs, être pérennisé.

Nous militons pour le droit à disposer de son corps et de sa sexualité menacés par l'ordre moral, pour l'accès libre et gratuit à la contraception et à la pilule du lendemain. L'urgence est, d'ailleurs, à la création de centres d'accueils IVG, gratuits et anonymes, sur l'ensemble du territoire.

Nous défendons le développement de lieux d'accueil, d'assistance de courte, moyenne et longue durées pour des femmes victimes de violences avec ou sans enfants, et pour les victimes de violences lesbophobes, homophobes et transphobes.

**Les femmes sont moins payées, plus précaires, plus touchées par le chômage. Elles sont aujourd'hui les premières victimes de la crise et de la destruction des solidarités et des services publics imposée par le capitalisme.**

Nous soutenons l'ouverture des lieux d'échange pour les associations féministes (maison des femmes) mixtes et non mixtes.

